

Monsieur Damian Thwaites,

Attaché, Archbishop of Canterbury's Representation to the European Institutions

& Director of Communications, Diocese in Europe

Bruxelles, le 28/03/2019

Monsieur,

L'Institut Seth Sendashonga pour l'Education à la Citoyenneté Démocratique (ISCID asbl) a été surpris d'apprendre (par les réseaux sociaux) le contenu de votre lettre adressée à son Excellence l'Ambassadeur de la République du Rwanda à Bruxelles, le 08 mars 2019, où, d'une part, vous vous excusez de « l'erreur de ne pas avoir vérifié le programme de l'Institut », et, d'autre part, vous annoncez que vous n'accepterez plus l'utilisation de vos locaux par notre association. Vous signalez que ces décisions sont prises à la suite d'une alerte que vous avez reçue concernant le caractère politique de nos activités et surtout le fait que la Commission (rwandaise) de Lutte contre le Génocide avait qualifié de négationniste la conférence que nous avons organisée le 23 février 2019. Nous voudrions, par la présente, vous donner une information correcte sur notre association et sur la réalité de notre combat qui est loin de la minimisation ou de la négation du génocide des tutsi. A travers le communiqué de la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide et le message vous transmis par l'Ambassadeur du Rwanda à Bruxelles le gouvernement de Kigali a voulu ternir notre image. C'est une stratégie à laquelle nous sommes plutôt habitués, à savoir l'exploitation ignominieuse du génocide des tutsi, dans le but de maintenir en place la dictature du Président Paul Kagame qui a pris le pouvoir en marchant sur les centaines de milliers de cadavres.

Notre association, active depuis 19 ans, fait partie de la société civile rwandaise qui ne peut s'exprimer librement qu'en exil. C'est un instrument de lutte pour la promotion de la démocratie, pour le respect des droits de l'homme et pour la justice sociale. Les membres de cette association sont pour la plupart originaires du Rwanda, un pays qui a été marqué au fer rouge par une guerre terriblement désastreuse qui a commencé le 1^{er} octobre 1990 et dont le point culminant a été le génocide qui a emporté des centaines de milliers de tutsi tués par des extrémistes hutu après l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994. Au cours de cette guerre les rebelles du FPR ont aussi exterminé des centaines de milliers de hutu partout où ils passaient, y compris dans les camps de réfugiés dans l'ex Zaïre. Plusieurs massacres ont été souvent opérés en dehors des combats, longtemps après avoir pris le contrôle d'une région. En place de juillet 1994, le nouveau pouvoir du FPR, loin de promouvoir la réconciliation nationale, cherche avant tout à exploiter politiquement cette tragédie en réécrivant à son avantage le récit des événements. Il présente cette guerre qui a fait tant de morts et tant de souffrances

dans toutes les couches de la population, toutes ethnies confondues, comme une lutte entre les anges et les démons.

Tous ceux qui s'écartent de ce récit officiel, même lorsqu'ils ont des informations bien vérifiées et corroborées par des témoignages crédibles, sont qualifiés de négationnistes. Plusieurs chercheurs de renommée internationale, de nombreux journalistes et autres observateurs ayant contesté la version officielle du drame rwandais sont directement accusés de révisionnisme, de négationnisme, de divisionnisme, voire d'idéologie génocidaire. A titre d'exemple, la BBC, réputée mondialement pour son professionnalisme et sa rigueur, est interdite au Rwanda depuis la diffusion d'un film documentaire intitulé « Rwanda untold story ». Dans ce film la journaliste Jane Corbin dénonce la responsabilité probable du FPR dans l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana et son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira, une action terroriste qui a déclenché le génocide des tutsi. Le documentaire publie également des témoignages sur les massacres commis par les soldats du FPR pendant la guerre et après sa victoire. Ces informations sont indiscutables pour quiconque connaît le dossier rwandais, certains massacres sont même largement cités dans le Mapping Report publié par le 1^{er} octobre 2010 par la commission des Droits des Nations Unies. Comment peut-on accuser de négationnisme un documentaire qui n'a fait que rapporter ces faits ? On n'a pas besoin d'être un grand politologue pour comprendre cette stratégie du régime de Kigali.

La conférence organisée le 23 février 2019, à Bruxelles, dans la salle de Holy Trinity, avait pour thème : « De l'exploitation politique au négationnisme, questions autour du génocide et des massacres entre Rwandais de 1990 à 1998 ». Nous le savions, une telle initiative n'était pas pour plaire au régime de Kigali. Avant même que la conférence ne se déroule, elle a été qualifiée de négationniste par la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide pour la simple raison que cette dernière est l'organe chargé de l'exploitation politique de cette tragédie. Heureusement, ces manœuvres d'intimidation et de diffamation n'ont pas empêché le bon déroulement de la conférence. Pour vous rassurer, personne n'a nié la réalité du génocide de tutsi, mais il a été clairement souligné que la réconciliation du peuple rwandais passe aussi par la reconnaissance de toutes les victimes de la guerre, y compris les victimes des massacres commis par les soldats du FPR. Comment peut-on qualifier de négationniste un débat constructif sur un sujet aussi crucial ?

Notre combat citoyen s'appuie sur le modèle de Seth Sendashonga, un démocrate Rwandais assassiné le 16 mai 1998 à Nairobi par les services de Paul Kagame. Ce dernier vient de revendiquer publiquement ce crime tout en essayant de le justifier par de faux prétextes. Seth Sendashonga représentait un grand espoir pour les Rwandais du fait qu'il a combattu depuis sa jeunesse les discriminations et l'injustice. Il dut prendre le chemin de l'exil, en 1975, quand il était encore étudiant à l'Université Nationale du Rwanda suite aux menaces du régime hutu de l'époque alors qu'il était lui-même hutu. Devenu ministre de l'intérieur après le génocide des tutsi il s'est farouchement opposé à la politique de vengeance soutenue par Paul Kagame, à l'époque ministre de la défense et véritable homme fort du pays. Seth Sendashonga a finalement démissionné du gouvernement, le 28 août 1995 et a repris le chemin de l'exil, à Nairobi, où il a été victime d'une première tentative d'assassinat le 26 février 1996

avant d'être finalement abattu deux ans plus tard. Ses amis et proches ont décidé de créer l'Institut Seth Sendashonga pour l'Education à la Citoyenneté Démocratique dans l'objectif d'honorer sa mémoire et surtout de poursuivre son combat qu'ils estiment porteur d'espoir pour l'avenir du pays. Nous comptons sur tous les hommes de bonne volonté pour mener ce combat.

Dans l'espoir que la présente donnera à vous et à vos collaborateurs l'occasion de comprendre le travail de l'Institut Sendashonga, nous vous prions de recevoir, cher Damian Thwaites, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Jean Claude Kabagema

Président

